



EN GRÈVE ET EN MANIF LE 17 SEPTEMBRE !

Une rupture profonde s'impose ! La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, où les gouvernements de M. MACRON et de ses prédécesseurs sont responsables de milliers de morts, via leurs politiques de fermeture de lits ou en laissant des milliers de travailleurs en 1^{ère} ligne sans masque de protection efficace, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, dont les salariés qui ont été particulièrement exposés et mis à contribution pendant le confinement, sont les premiers à payer les velléités d'employeurs qui annoncent licenciements et délocalisations pour maintenir le versement de dividendes pour les actionnaires, alors même que le gouvernement leur offre de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts sans aucune contrepartie ni contrôle.

Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale déjà programmées. L'urgence sociale impose aujourd'hui tout au contraire, de donner la priorité à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité, à l'augmentation des salaires, des traitements, des pensions et des minimas sociaux.

La fonction publique va payer le prix fort de cette politique et les attaques vont encore s'intensifier pour compenser les milliards offerts aux entreprises. Dans l'éducation Nationale, des 500 millions déjà insuffisants « promis » par Blanquer pour augmenter les salaires et atténuer les pertes liées à la réforme des retraites il ne reste au final que 400 millions. Côté postes, dans le second degré, Ministère et Rectorats ont entériné toutes les suppressions en plein confinement espérant faire passer la pilule en faisant l'aumône de 1600 postes au niveau national en premier degré.

Comment lutter contre les retards scolaires des enfants et des jeunes, le décrochage, les conditions de travail des personnels, la précarité et les risques de contamination dans les écoles et les établissements sans aucun moyen supplémentaire ? La rentrée scolaire s'est préparée en catastrophe, sans vrai matériel de protection en stock et avec des effectifs de classe surchargés. Le gouvernement favorise le patronat au lieu d'investir dans l'Education, dans la santé, dans les services publics. Il est pourtant possible de faire d'autres choix. L'Italie a décidé de distribuer quotidiennement 11 millions de masques pour les élèves et les personnels, a recruté au moins 50 000 personnels dans l'éducation à la rentrée et opté pour un plan de relance de 977 millions d'euros pour l'éducation.

A l'image des établissements et écoles de l'académie mobilisés dès la rentrée pour obtenir des ouvertures de classes, avec succès parfois, c'est la lutte qui nous fera gagner sur nos revendications.

Les organisations CGT éduc'action, SNES-FSU, SNUipp-FSU, SNUEP-FSU, FSU et SUD éducation appellent à faire de la journée du 17 septembre une première journée de grève et mobilisation pour imposer le changement nécessaire.

TOUS ENSEMBLE POUR GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS :

- Un recrutement de titulaires, très massif et en urgence, pour l'enseignement, l'entretien, la vie scolaire, les services sociaux et médico-scolaires, entre autres par la titularisation des précaires.
- L'annulation des suppressions de postes et fermetures de classe. Un allègement conséquent des effectifs partout, de l'école au lycée.
- La création d'un véritable statut dans la Fonction Publique pour les AESH et leur titularisation à temps plein DOUBLÉE d'une réelle formation initiale et continue.
- Le rétablissement plein et entier des services publics et entreprises publiques. L'arrêt des privatisations.
- La hausse des salaires (+ 300 € pour tous et toutes), des pensions, des minimas sociaux et des bourses.
- Le rétablissement des libertés de rassemblement, de manifestation, l'annulation de toutes les sanctions contre les militants syndicaux.
- La gratuité de tous les masques aux normes pour les personnels, les élèves et la population ; Des moyens de protection en stock ; la reconnaissance automatique des salariés exposés atteints du covid en maladie professionnelle ; la suppression des jours de carence ; la protection des personnels fragiles et de ceux qui ont à leur foyer une personne fragile face au COVID, en ne leur imposant pas un retour sur leur lieu de travail.
- Le maintien et l'amélioration de tous les régimes de retraite. L'abandon du projet de régime universel par points.

ROUEN : 10h Cours Clémenceau

LE HAVRE : 10h00 devant la CCI

DIEPPE : 10h30 Gare

FECAMP : 14h30 Espace Henri Dunant

Les règles sanitaires sont à respecter, chacun vient avec son masque et le porte !